

# Rapport de l'Inspection générale de l'éducation nationale.

## Un texte de combat idéologique.

En juillet dernier, l'Inspection Générale de l'Éducation Nationale (IGEN) remettait au Ministre sa troisième note de synthèse sur la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement primaire. L'IGEN, tire un bilan largement positif de cette « année exceptionnelle » de démantèlement de l'école primaire : nouveaux programmes, gestion des enseignants, fonctionnement de l'école.

« **L'année a été exceptionnelle** aussi par la soudaineté de mise en œuvre de la réforme et par l'audace de certaines propositions, notamment l'appel à la participation volontaire des enseignants à des activités rémunérées par l'État hors temps scolaire. **Or le bilan de l'année est largement positif.** »

Cette prétendue réussite serait due à l'implication des enseignants – sans tenir compte des appels, lettres ouvertes, grèves, manifestations et actions de désobéissance – mais surtout à l'encadrement des Inspecteurs de l'Éducation nationale (IEN).

Selon l'IGEN :

« *Les résistances d'inspiration politique, syndicale ou associative se sont portées sur les thèmes de la nouvelle semaine scolaire (refus de la réduction du temps scolaire, refus des deux heures d'accompagnement personnalisé) et de la nouvelle évaluation (refus de passation de certains items, obstruction à la collecte des résultats par l'institution). Elles n'ont pas eu de prise sur le plus grand nombre.* » Il faut donc continuer dans le même sens.

### La semaine de 4 jours

C'est le gouvernement qui a décidé, de façon unilatérale, de supprimer les cours du samedi matin. C'est ensuite aux enseignants, aux parents et aux enfants de gérer les difficultés engendrées et ce avec l'augmentation du contenu des programmes officiels.

Les inconvénients de la semaine de 4 jours (couplée à l'augmentation des contenus inscrits dans les nouveaux programmes) sont évoqués. Prenant appui sur les positions de la FCPE, le rapport milite pour généralisation de la semaine de 5 jours avec mercredi travaillé.... tout en reconnaissant que les enseignants et les conseils d'écoles y sont très réticents. On peut s'attendre à une nouvelle offensive pour un passage en force au mercredi travaillé ! L'augmentation du temps scolaire obligatoire est ouvertement évoquée.

« [...] L'autorité ministérielle, ... doit fixer le cap, prendre le temps de la concertation avec les collectivités territoriales pour définir les délais nécessaires à la réorganisation des activités et des services.

**Dans l'immédiat, il est indispensable de lutter contre les habitudes de grignotage du temps installées avec les sorties scolaires et les interventions extérieures, qui déconcentrent les élèves et qui font perdre beaucoup de temps sur les apprentissages, en prenant des mesures de restriction des empiètements tolérés, et parfois encouragés, sur le temps scolaire, en revoyant et limitant les agréments et autorisations.**

**Il est rappelé que les inspecteurs généraux, majoritairement favorables à la scolarisation du mercredi matin, avaient également recommandé la suppression de la procédure de dérogation, de façon à mettre la scolarisation sur neuf demi-journées à égalité de « statut » avec la semaine de quatre jours. Par ailleurs, ils avaient suggéré qu'il soit possible d'augmenter le temps hebdomadaire obligatoire pour y intégrer la prise en compte de particularités locales.** »

Notons aussi que l'IGEN fait l'impasse sur toutes les activités culturelles. Tout comme dans les nouveaux programmes de 2008, on assigne à l'école un rôle de base (lire, écrire, compter) sans l'inscrire dans une réalité sociale, sans donner de sens aux apprentissages, sans apporter la culture nécessaire à la bonne compréhension de ces savoirs. Encore un fois, les enfants pauvres, des milieux défavorisés ne pourront pas bénéficier de l'ouverture que propose encore, malgré tout, l'école.

### Les 60 heures d'aide personnalisée : un succès pour l'IGEN !

Selon eux, les parents, enseignants et enfants seraient très largement favorables à cette aide.

« *Les "récalcitrant" à ce nouveau service ont été réduits de quelques centaines d'opposants déclarés dans ou par les médias à un petit nombre de situations individuelles, qui font l'objet de retraits de salaires.* »

C'est sans compter sur les désobéisseurs et sur les mouvements de résistance passive des enseignants. De toutes façons pour l'IGEN : « [...] L'apport pédagogique de l'encadrement aux enseignants n'a certainement pas été à la hauteur des attentes. »

Si aucune conclusion ne peut encore être tirée sur les effets de l'aide personnalisée sur le parcours des élèves, l'IGEN en tire déjà pour le service des enseignants en remettant en cause le temps de préparation inclus dans les 60 heures.

**« La mission avait recommandé de supprimer, après cette première année de mise en place, le temps accordé pour l'organisation, sauf pour les directeurs d'école. Ce temps peut en effet être pris sur le temps de concertation institutionnel. »**

### **Évaluation des élèves de CM2 et de CE1**

*« L'opposition syndicale et associative forte, notamment opposée au recueil des résultats par l'institution, a rencontré un écho indéniable auprès des enseignants, qui se sont inquiétés de la nouveauté des épreuves et du codage binaire des résultats. »*

Mais heureusement, le travail des Inspecteurs a permis d'obtenir *« un bilan inespéré »*.

**« La notion de résultat attendu fait son apparition. Dans quelques départements, il est question de demander aux écoles des objectifs chiffrés d'amélioration des résultats (à l'instar des objectifs des contrats d'objectifs dans les EPLE). Il est déjà acquis que les résultats des évaluations sont intégrés dans le dialogue de gestion que les inspecteurs d'académie ont avec les IEN. »**

### **Les nouveaux programmes**

*« Les constats effectués lors de la première enquête avaient montré qu'il n'y avait alors plus de refus de principe de ces nouveaux programmes, peut-être par déni ou méconnaissance de la nouveauté des programmes. [...] Il apparaît que les horaires de français, de mathématiques et de langue vivante sont préservés, mais que les récréations sont prises sur l'horaire de l'histoire, des sciences, de l'EPS... Il apparaît que les enseignants ne maîtrisent pas l'organisation du travail en « modules » de temps dont la durée et le rythme n'entrent pas dans les routines hebdomadaires. [...] En bref, les enseignants ont pris conscience par les évaluations du niveau d'exigence des nouveaux programmes, ils ont encore à progresser sur la programmation rigoureuse de l'enseignement dans les classes. »*

Selon l'IGEN, les enseignants sont des nuls qui ne comprennent rien à rien. Si on est contre, c'est parce qu'on n'a pas compris. Il faut donc réexpliquer.

Par exemple : comment faire tenir les horaires des programmes dans 24h hebdomadaire ? En effet, le temps de présence à l'école était de 27h (4 journées de 6h + le samedi matin). Sur ces 27h, il y avait une heure de récréation étalée sur la semaine (à peu près 10min par demi-journée). Or, selon, le gouvernement, le temps scolaire a été baissé de 26h à 24h. En fait, les temps de récréation ont disparu !

### **Les stages de remise à niveau**

Là encore, pour l'IGEN, le bilan est positif. Tout serait pour le mieux si l'on ne rencontrait pas *« le refus des parents, [...] l'opposition (ou le manque de coopération) du maire. [...] Dans quelques cas, l'intervention du sous-préfet a été nécessaire pour débloquer la situation. »*

### **La relation entre l'encadrement et les enseignants**

L'IGEN se félicite de la pression exercée par les Inspecteurs sur les enseignants placés dans un rapport individuel, isolés. On lit encore le mépris pour les enseignants qui restent, aux yeux de l'IGEN, des incapables, des glandeurs.

**« La modification la plus fondamentale réside dans l'implication personnelle des enseignants dans la prise en charge de la réussite de leurs élèves. [...] Les relations entre les cadres, surtout les IEN et leurs collaborateurs, et les enseignants se sont multipliées cette année. Il a fallu beaucoup de réunions de directeurs d'école et de visites dans les écoles pour expliquer les réformes, pour persuader les sceptiques, pour contrer les opposants. La relation hiérarchique s'est renforcée tout autant que la relation personnelle et individualisée. »**

L'objectif est bien de casser les dynamiques collectives de mise en projet mais aussi de résistance.

*« L'individualisation de l'affectation progresse dans le cadre de la réforme du mouvement des enseignants : par l'augmentation des postes à profil [...]. La réorganisation des RASED a vu se multiplier les entretiens individuels avec les enseignants appelés à prendre un poste sédentarisé en classe ou en surnombre. L'hostilité de principe des représentants du personnel à ces réformes dans le domaine de la gestion, comme aux réformes dans le domaine de l'enseignement et de l'évaluation, a produit beaucoup de désinformation et de méfiance, ce qui au final affaiblit leur position car ils n'ont pas été suivis par les enseignants. »*

### **Les effets pédagogiques de l'évaluation**

L'IGEN regrette que les évaluations nationales ne servent pas encore suffisamment à définir les actions pédagogiques des enseignants.

**« On peut aussi penser que se trouve ici la clé des blocages actuels de notre système, la très grande difficulté à faire bouger les enseignants de leur positionnement. C'est sans doute là une des pistes de**

*travail importante pour les IEN dès la prochaine rentrée scolaire. »*

C'est la consécration de la culture du résultat et de la performance.

*« On peut donc penser que les évaluations nationales acclimatent **la culture de l'évaluation** des élèves dans les écoles [...]. »*

Prise en charge des élèves en difficulté

Le rapport de l'IGEN pointe la confusion entre les différents dispositifs.

*« Des inspecteurs remarquent que l'aide personnalisée a « brouillé le message » sur les PPRE dont la qualité était en progrès. [...] De fait, les équipes pédagogiques sont déroutées par les divers projets qu'il faudrait rédiger pour être en conformité avec les dispositifs successivement proposés par l'administration centrale et parmi lesquels elles ne savent plus situer le PPRE. »*

Malgré le flou et l'incertitude qui plane sur les Rased quant à leur mission et leur devenir, ceux-ci n'échappent pas à la critique.

*« De manière générale, les enseignants des RASED ne jouent pas encore, auprès de leurs collègues non spécialisés, le rôle de conseil attendu d'eux. »*

### **L'organisation de l'enseignement primaire**

Là encore, l'IGEN se félicite des prétendus progrès réalisés.

*« Cette année exceptionnelle par le nombre et la simultanéité des réformes a été d'une exigence exceptionnelle pour l'implication personnelle des cadres qui ont mobilisé toute leur force d'engagement, de loyauté et de conviction. Jusqu'où peut-on aller encore dans la mobilisation des IEN [...] ? »*

Pour imposer les réformes à l'aide des Inspecteurs, qui ne peuvent tout de même pas tout faire en raison de la multiplication des tâches, il y a une solution : déconcentrer cela au niveau des écoles en **renforçant le pouvoir des directeurs**.

*« La réponse est dans la « déconcentration » d'une partie de leurs tâches au niveau des écoles, à la condition de donner à ce niveau une existence juridique et fonctionnelle, qu'il n'a pas actuellement, et dans la consolidation des équipes de circonscription. »*

En pointillé se dessine la future organisation des écoles en EPEP (Établissement public d'enseignement primaire), avec des directeurs qui bénéficient d'un statut hiérarchique, qui soit des managers, des gestionnaires.

### **Le rôle du directeur évolue et le système de décharges devient obsolète**

*« Les nouvelles mesures élargissent le champ du travail en équipe. [...] Or la position du directeur en coordonnateur de ses pairs n'est pas toujours facile. [...] Le système de décharges devient obsolète et sans doute inéquitable du point de vue de l'adaptation de la décharge à la réalité des fonctions exercées. [...] Par ailleurs, est-il encore acceptable que le directeur d'école ait plusieurs "employeurs" et souvent au moins deux, l'État et le maire, et que, dans cette circonstance, le maire puisse s'opposer à ce que le directeur mette en œuvre une politique de l'État ? Cette question est liée à celle de la gestion du temps à l'école. »*

*« Il devient nécessaire de redéfinir le temps de l'école. Au-delà des aspects juridiques, c'est bien d'un problème politique qu'il s'agit : celui de la cohérence pédagogique et éducative que l'on veut donner à l'ensemble des activités organisées pour les élèves au sein de leur école. »*

### **Le statut de l'école**

*« **La création de l'établissement public d'enseignement primaire (EPEP)** donnerait aux inspecteurs un relais au sein de l'école sur les questions d'organisation et d'administration et elle leur permettrait de retrouver du temps pour le pilotage pédagogique et l'encadrement personnalisé des enseignants. »*

### **Les IEN et leurs collaborateurs**

Là encore, c'est le culte de la hiérarchie, du contrôle, de l'autoritarisme.

*« Il faut souligner **le rôle éminent de l'encadrement** pour faire entrer les réformes dans la réalité de la vie des écoles, l'engagement des IEN et de leurs collaborateurs, sans lequel la réforme de l'enseignement primaire n'aurait pas été mise en œuvre dans des délais aussi brefs, **la grande loyauté de la plupart**, dont on a vu la manifestation dans une autre réforme qui ne touche pas directement le fonctionnement de l'école mais qui nécessite la participation de son encadrement et de son administration, la mise en place du service minimum d'accueil, **le SMA**, qui nécessite parfois la présence des personnels jusqu'à 17 H 30 le samedi précédent les jours de grève annoncés.*

*Les conséquences des réformes sur le positionnement des inspecteurs sont d'un côté positives en ce qu'**elles réaffirment leur autorité hiérarchique**, leur mission de contrôle et de régulation de l'organisation de l'école, d'un autre côté négatives en ce que **le travail administratif des IEN s'accroît aux dépens de leur activité dans le domaine pédagogique**. Ce constat conjoncturel ne doit pas s'inscrire dans la durée au risque de freiner l'installation d'évolutions pédagogiques indispensables. »*

Il est urgent de trouver des formes de résistance collective et de casser ce discours de combat qui nie les difficultés rencontrées et prépare de nouvelles régressions.

*« En conclusion de cette deuxième partie, l'on voit que **les réformes pédagogiques font évoluer les pratiques professionnelles et dans les mentalités**, ouvrant la voie à d'autres évolutions, elles-mêmes nécessaires pour consolider les mutations engagées, et qui répondent aussi au besoin de modernisation de l'enseignement primaire. [...] **La culture de l'évaluation et le pilotage par la performance progressent**. [...] Les cadres ont montré un engagement exceptionnel pour tenir tous les fronts des réformes, pour les expliquer et aider les enseignants dans leur application tout au long de l'année. »*